

À quoi a servi la diabolisation de Bachar ?



Bachar el-Assad, sur les Champs-Élysées le 14 juillet 2008. - Crédits photo : ERIC FEFERBERG/AFP

Vox Monde (<http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/>) | Par Renaud Girard (#figp-author)

Publié le 26/05/2015 à 14h44

La chronique de Renaud Girard.

Depuis un quart de siècle, les diplomaties occidentales ont subrepticement changé leur attitude à l'égard des États entretenant des divergences avec elles.

Classiquement, la diplomatie consistait à chercher des intérêts communs entre nations, puis à bâtir sur eux une relation viable, durable, mutuellement profitable. C'est l'exemple du partenariat que la France avait forgé en 1975, après le premier choc pétrolier, avec l'Irak de Saddam Hussein. Est-ce dû **à l'ivresse de notre victoire inattendue de 1989**

(<http://premium.lefigaro.fr/histoire/2014/11/07/26001-20141107LIVWWW00210-mur-de-berlin-en-direct-live-allemande-histoire.php>) dans la guerre froide, où nous avons assisté à un effondrement du monde communiste que nous n'avions nullement anticipé? Avons-nous inconsciemment, à ce moment-là, contracté quelque arrogance? Toujours est-il que nous sommes passés à une diplomatie beaucoup plus moralisatrice que constructive. La chaude émotion des images télévisuelles a pris le pas sur l'analyse froide des rapports de force et des intérêts communs.

Le diable a successivement pris le visage de l'Irakien Saddam Hussein, du Serbe Slobodan Milosevic, de l'Afghan Mollah Omar, du Soudanais Omar el-Béchrir, du Libyen Mouammar Kadhafi, du Syrien Bachar el-Assad

Au lieu de travailler sur le terrain pour mieux saisir la palette des nuances idéologiques, pour comprendre le jeu complexe des forces en présence, nous avons fait le choix du tout blanc ou tout noir. Par souci de simplification - outil certes utile pour nourrir l'ogre médiatique -, nous avons diabolisé les leaders qui refusaient de se soumettre à notre vision du monde. Depuis la chute du mur de Berlin, nous avons, à l'usage de nos opinions publiques, façonné une série de diables très méchants, exerçant leur malfaisance à la tête d'États aussitôt qualifiés de «voyous». Le diable a successivement pris le visage de l'Irakien Saddam Hussein, du Serbe Slobodan Milosevic, de l'Afghan Mollah Omar, du Soudanais Omar el-Béchrir, du Libyen Mouammar Kadhafi, du Syrien Bachar el-Assad. Aucun de ces dictateurs n'était un enfant de cœur. Mais leur diabolisation a constitué une diplomatie infantile et contre-productive. Car leurs politiques n'étaient pas systématiquement contraires à nos intérêts. Après tout, chacun avait su, aux yeux de l'Occident, lui rendre, à un moment ou à un autre, des services signalés. Saddam? Ce fut le «bouclier» contre la propagation de la révolution khomeyniste de 1979. Milosevic? Ce fut le garant des accords de paix de Dayton (novembre 1995) en Bosnie. Mollah Omar? Ce fut en 2000 l'interdiction effective de la culture du pavot, que lui avait demandée l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. Le général el-Béchrir? Ce fut, en 1996, la livraison des terroristes Carlos (acceptée par la France) et Ben Laden (refusée par les États-Unis). Kadhafi? Ce fut la dénonciation du réseau pakistanais de trafic de matières nucléaires d'AQ Khan, et le couvercle contre l'immigration clandestine africaine vers la Méditerranée.

Reçu en grande pompe

À partir du printemps arabe de 2011, nous nous sommes mis à diaboliser le Syrien Assad, après l'avoir reçu en grande pompe à Paris en 2008 (car il nous était alors indispensable pour stabiliser le Liban, notre protégé historique au Moyen-Orient). Bachar a-t-il eu tort de surréagir contre les manifestations demandant la démocratisation des institutions syriennes? Sans doute. Le clan Assad a-t-il

manqué, en avril 2011 à Damas, une chance historique de transition pacifique et d'établissement d'un État de droit garant des libertés politique et religieuse? Peut-être. Mais ne soyons pas naïfs: ne sous-estimons pas la force des mouvements islamistes qui traversaient, dès cette époque, la communauté sunnite syrienne.

Nous avons fait le choix de peindre tout en noir le régime et de fermer, en mars 2012, notre ambassade à Damas. À quoi nous a servi, en quatre ans, cette diabolisation de Bachar? À le jeter plus profond dans les bras de la Russie et de l'Iran? À l'automne 2012, nos services secrets ont livré, depuis la frontière turque, des armes à une «Armée syrienne libre», censée être le bras armé d'une opposition laïque modérée, qui ne s'est jamais imposée que sur les plateaux de télévision de l'Occident. Ces armes françaises, vendues ou volées, se sont bientôt retrouvées aux mains des islamistes. Il ne nous reste plus qu'à prier pour que nos mitrailleuses lourdes ne soient jamais utilisées par l'État islamique, ni dans l'assassinat des chrétiens et des «apostats» (les alaouites), ni dans la destruction de la statuaire hellénistique de Palmyre.

Maintenant qu'avec le soutien de la Turquie et de l'Arabie saoudite, les Arabes sunnites islamistes ont entamé la guerre pour le contrôle de la Syrie, le lien avec Damas va nous manquer. Si ces derniers gagnent encore du terrain, qui protégera les minorités chrétienne, druze, kurde et alaouite de l'anéantissement? Ne nous faisons aucune illusion. Après la Syrie, Daech s'attaquera au Liban. Car tout ce qui peut ressembler à une société chrétienne libre lui fait horreur. Et, après le Liban, ce sera notre tour.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 26/05/2015. [Accédez à sa version PDF en cliquant ici \(http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2015-05-26\)](http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2015-05-26)



(<http://plus.lefigaro.fr/page/renaud-girard>)

Renaud Girard (<http://plus.lefigaro.fr/page/renaud-girard>)

Suivre (<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/60923>)

Chroniqueur chargé des questions internationales